

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 19:55 10-02-84 000049790 - 000052326

432

TO
ALL

DUPLICATA POSSIBLE
TELEX NO 025801-SG BERL 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 157 DU 10.02.84 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

LA COMMISSION METTRA ENCORE CE WEEK-END LA DERNIERE MAIN A L'IMPORTANT DISCOURS-PROGRAMME QUE LE PRESIDENT THORN PRONONCERA LA SEMAINE PROCHAINE DEVANT LE PARLEMENT.

PAR AILLEURS, DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL EUROPEEN DE MARS, LA COMMISSION A DECIDE D'ADRESSER AU CONSEIL UNE PROPOSITION COMPLEMENTAIRE SUR LA "DISCIPLINE BUDGETAIRE" QUI CONSTITUAIT UN DES ELEMENTS-CLES DU VOLET FINANCIER SUR LEQUEL A ACHOPPE LE CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES. CETTE NOUVELLE CONTRIBUTION SERA PRESENTEE LA SEMAINE PROCHAINE A LA PRESSE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'ECO/FIN' (6 FEVRIER)

A) PROGRAMME DE TRAVAIL 1ER SEMESTRE

LE PRESIDENT DELORS A DISTINGUE TROIS AXES DE TRAVAIL :

- L'EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE DEVRAIT ETRE APPROFONDI PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE JUIN,

- L'APPROFONDISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DEVRAIT PRINCIPALEMENT RESULTER DU DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES NOUVELLES (APPROFONDISSEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET INCITATIONS FISCALES ET JURIDIQUES A LA COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES), L'INTEGRATION FINANCIERE (UTILISATION PRIVEE DE L'ECU ET EMPLOI DES CAPITAUX A RISQUE), LA COOPERATION MONETAIRE EUROPEENNE, LE DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DE PRETS ET D'EMPRUNTS.

- L'ACTION INTERNATIONALE DE LA COMMUNAUTE DANS LES PROCHAINES RENCONTRES INTERNATIONALES -OU ELLE DEVRAIT S'EXPRIMER D'UNE SEULE VOIX- ET EN PREMIER LIEU A LA SESSION SPECIALE DES MINISTRES DE L'OCDE LA SEMAINE PROCHAINE.

B) EXAMEN DE LA SITUATION ECONOMIQUE

DANS SON EXPOSE INTRODUCTIF, LE VICE-PRESIDENT ORTOLI A INDIQUE QUE LA REPRISE RESTE MODESTE MAIS SE CONFIRME ET QUE LA COMMISSION A REVISE EN HAUSSE SES PERSPECTIVES DE CROISSANCE POUR 84. CETTE TENDANCE DEVRAIT DURER PLUSIEURS ANNEES. LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT DANS LA COMMUNAUTE AUGMENTERAIENT DE 10 0/0 EN 84 (3 0/0 EN 83).

A L'ISSUE DES DEBATS, LE PRESIDENT DELORS A CONSTATE L'ACCORD DE TOUS POUR ESTIMER QUE LE PROCESSUS DE REPRISE ETAIT PLUS FORT

QUE PREVU, EN MOYENNE, ET QUE LE PHENOMENE DE CONVERGENCE ETAIT EN NET PROGRES.

LES PREOCCUPATIONS MAJEURES EXPRIMEES DANS LE DEBAT CONCERNAIENT LES INCIDENCES DE L'OSCILLATION DU DOLLAR SUR LE SME, LA HAUTEUR DES TAUX D'INTERET ET LEUR IMPACT SUR L'INVESTISSEMENT, ENFIN LE NIVEAU ELEVE DU CHOMAGE, AVEC CEPENDANT UN FLECHISSEMENT DE LA TENDANCE POUR L'ALLEMAGNE ET LE ROYAUME-UNI.

C) AUTRES QUESTIONS

PAS DE DECISIONS SUR LE PROJET (EXPERIMENTAL) DE PRETS D'INNOVATION DANS LES PME (100 MIO ECU) ET LA BONIFICATION D'INTERETS SUR CERTAINS PRETS EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS PROSPERES DU SME.

SOUS "DIVERS", COMMUNICATION DE M. DE CLERCQ SUR LA PROCHAINE REUNION DU COMITE INTERIMAIRE DU FMI (QU IL PRESIDERA LES 12/13 AVRIL) ET APPEL DE LA PRESIDENCE POUR UNE REPONSE EUROPEENNE POSITIVE A UN FONDS ADDITIONNEL POUR LA RECONSTITUTION DE AID 7 EN VUE DE RALLIER LES AUTRES PARTENAIRES, TOUT EN MAINTENANT LA PRESSION SUR LES USA.

2.2 CONSEIL "AGRICULTURE" (6/7 FEVRIER)

TOUS LES MINISTRES ETAIENT PRESENTS A BRUXELLES POUR CETTE GRANDE "PREMIERE" SUR LES PRIX POUR LA PROCHAINE CAMPAGNE.

A) FIXATION DES PRIX 84/85 ET ADAPTATION DE LA PAC
LA LIAISON ENTRE LES DEUX SERIES DE PROPOSITIONS A ETE RECONNUE PAR TOUS ET SE REFLETE DANS LE COMMUNIQUE DU CONSEIL. EN DEFENDANT LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION, M. DALSAGER A DENONCE LES CONTRADICTIONS DE CERTAINES DELEGATIONS QUI INVOQUENT DANS LE CONSEIL SPECIALISE LES BAISSSES DE REVENUS DE LEURS AGRICULTEURS QUI RESULTERAIENT D'UN GEL -MEME MODULE- DES PRIX DE PRODUITS LES CONCERNANT PARTICULIEREMENT ET L'ATTITUDE DE LEUR GOUVERNEMENT AU NIVEAU DU CONSEIL EUROPEEN A L'EGARD DU FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE ET DE LA NECESSAIRE MAITRISE DES DEPENSES AGRICOLES DANS LA LIMITE DES CONTRAINTES BUDGETAIRES ACTUELLES.

A L'ISSUE D'UN LARGE DEBAT D'ORIENTATION, LE CONSEIL EST CONVENU DE REPRENDRE SA DISCUSSION LES 27/28 FEVRIER SUR BASE DE RAPPORTS COMPLEMENTAIRES :

- DU C.S.A. SUR LES PROPOSITIONS DE PRIX.
- DU GROUPE A HAUT NIVEAU SUR LES SYSTEMES ENVISAGES DE CONTROLE QUANTITATIF DE LA PRODUCTION LAITIERE, LES PROBLEMES QUE POSENT CERTAINS AUTRES PRODUITS (VIANDES BOVINE ET OVINE, FRUITS ET LEGUMES, TABAC, GRAINES OLAGINEUSES, HUILE D'OLIVE ET VIN) AINSI QUE LA DEFINITION DES "ZONES DE CONCESSIONS POSSIBLES" SUR LES PROBLEMES-CLES (NIVEAU DES PRIX, MONTANTS COMPENSATOIRES ET LAIT).

B) STRUCTURES AGRICOLES
LES MINISTRES ONT EU UN PREMIER DEBAT D'ORIENTATION SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ET PARTICULIEREMENT LES TROIS ELEMENTS SPECIFIQUES RETENUS : "PLANS DE MODERNISATION" SE SUBSTITUANT AUX "PLANS DE DEVELOPPEMENT", LIAISON ENTRE POLITIQUE STRUCTURELLE ET POLITIQUE DES MARCHES, ASPECTS REGIONAUX.

UN LARGE SOUTIEN AYANT ETE CONSTATE VIS A VIS DES ORIENTATIONS PROPOSEES, LE CONSEIL EST CONVENU DE REPRENDRE ET D'APPROFONDIR CE DEBAT EN MARS. AUCUN PROGRES SUR LA PROLONGATION TEMPORAIRE DES DIRECTIVES SOCIO-STRUCTURELLES DE 1972, ET QUI ONT EXPIRE FIN 1983.

C) VIANDE BOVINE
LE CONSEIL A ADOPTE A LA MAJORITE QUALIFIEE L'ESSENTIEL DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION POUR LE REGIME APPLICABLE AUX IMPORTATIONS EN 1984 (NOTRE DERNIER TELEX).

D) BEURRE NEO-ZELANDAIS
L'IMPASSE SUBSISTE EN RAISON DE LA LIAISON IMPOSEE PAR CERTAINES DELEGATIONS ENTRE CE DOSSIER ET LES REFORMES INTERNES ATTENDUES POUR LA PAC.

2.3 AIDES A LA SIDERURGIE

LA COMMISSION A ADOPTE CETTE SEMAINE SON CINQUIEME RAPPORT SUR L'APPLICATION DU "CODE DES AIDES A LA SIDERURGIE". CE RAPPORT COUVRE LA PERIODE ALLANT JUSQU'AU 31 JANVIER 1984 POUR COINCIDER AVEC LA DATE LIMITE FIXEE EN JUIN DERNIER POUR LE DEPOT PAR LES ETATS MEMBRES DE LEURS PLANS DE RESTRUCTURATION DEFINITIFS.

EN EFFET, DEPUIS CETTE DATE, IL N'EST PLUS POSSIBLE A UN ETAT MEMBRE DE VERSER DES AIDES QUE SI LA COMMISSION A ACQUIS LA CERTITUDE QUE, NOTAMMENT, L'ENTREPRISE AURA RETROUVE SA VIABILITE FINANCIERE DES LA FIN DE 1985 ET QUE L'AIDE EST JUSTIFIEE PAR UNE REDUCTION SUFFISANTE DE SES CAPACITES.

LE PRECEDENT RAPPORT AVAIT PRECISE LES CRITERES ET PROCEDURES SUIVIES PAR LA COMMISSION AINSI QUE SA MANIERE DE LES INTERPRETER ET LES APPLIQUER. CES PRINCIPES DEMEURENT VALABLES ET LE NOUVEAU RAPPORT SE BORNE A DRESSER LE DERNIER BILAN DES REDUCTIONS NETTES DE CAPACITES ET DES AIDES VERSEES.

LES SERVICES DE LA COMMISSION ONT ENTREPRIS PAR AILLEURS LA VASTE TACHE D'ANALYSER LES PLANS NATIONAUX FINAUX DE RESTRUCTURATION DONT CERTAINS DOIVENT D'AILLEURS ENCORE ETRE COMPLETES.

(ATTENTION DIS : LE MOIS DERNIER, LA COMMISSION -AU TERME DE MULTIPLES DEBATS ET A L'INITIATIVE DE M. ANDRIESSEN- AVAIT INVITE CELUI-CI A RAPPELER AUX ETATS MEMBRES LEURS OBLIGATIONS EN MA-

TIERE D'AIDES PUBLIQUES A L'OCCASION DE PRISES DE PARTICIPATION PAR DES AUTORITES PUBLIQUES DANS LES CAPITAUX DES ENTREPRISES. L'EXPERIENCE PASSEE, AVAIT EN EFFET MONTRE -NOTAMMENT DANS LA MISE EN OEUVRE DES CODES ''SIDERURGIE'' OU ''CONSTRUCTION NAVALE''- QUE CERTAINS APPORTS DE CAPITAUX PAR DES POUVOIRS PUBLICS EN FAVEUR D'ENTREPRISES ETAIENT ASSIMILABLES A DES AIDES D'ETATS. FIN DIS).

2.4 PROGRAMME ''ESPRIT''

SANS ATTENDRE LA DECISION FORMELLE DU CONSEIL, ATTENDUE LE 28 FEVRIER, POUR LE LANCEMENT DU PROGRAMME, LA COMMISSION A ETABLI CETTE SEMAINE LE PREMIER ''PLAN DE TRAVAIL'' SUR LES ACTIONS A ENTREPRENDRE EN 1984 DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE CINQ ANS.

LE PLAN DE TRAVAIL 1984, ELABORE A PARTIR DES TRAVAUX D'ENVIRON 300 SPECIALISTES DE L'INDUSTRIE, DES UNIVERSITES ET DES CENTRES DE RECHERCHE, COUVRE CHACUN DES CINQ GRANDS SECTEURS D'ESPRIT :

- MICROELECTRONIQUE DE POINTE,
- TECHNOLOGIE DU LOGICIEL,
- TRAITEMENT AVANCE DE L'INFORMATION,
- SYSTEME DE BUREAUTIQUE,
- PRODUCTION INTEGREE PAR ORDINATEUR.

LE COUT TOTAL POUR LA PREMIERE ANNEE EST EVALUE A 834 MIO ECU.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 QUADRILATERAL MEETING - MIAMI

THE MEETING WAS RELAXED AND INFORMAL ENABLING PARTICIPANTS (V.P. HAFERKAMP, BROCK, REGAN (CAN), OKONOJI) TO DO SOME ''THINKING ALOUD'' ABOUT DEVELOPMENTS IN THE INTERNATIONAL TRADE SCENE. MAIN ITEMS DISCUSSED WERE :

ROLLBACK

NOTHING CONCRETE YET IMPLEMENTED THOUGH PARTICIPANTS REPORTED ON PREPARATIONS, IN PARTICULAR ON ACCELERATED TARIFF CUTTING. ADDITIONAL GESTURES IN FAVOUR LLDCS LESS CERTAIN COMMUNITY STILL ACTIVELY STUDYING POSSIBILITIES.

PROTECTIONIST PRESSURES

BROCK PAINTED A SOMBRE PICTURE OF CONSIDERABLE PROTECTIONIST PRESSURES ON ADMINISTRATION AGAINST BACKGROUND OF PRESIDENTIAL ELECTION AND EXPECTED TRADE DEFICIT FOR 1984 OF DOLLAR 110 BILLION.

WORLD TRADING SYSTEM

A KEY ISSUE IS HOW THE TRADING SYSTEM ACCOMODATES THE PROBLEM OF CHANGING INDUSTRIAL STRUCTURES AND THE SUBSIDY ISSUE. VP HAFERKAMP

POINTED OUT THAT THE TRADING SYSTEM COULD NOT BEAR ENTIRE BURDEN : BUDGETARY AND MONETARY POLICIES ALSO HAD THEIR ROLE TO PLAY.

NEW MULTILATERAL NEGOTIATING ROUND

OKONOJI REITERATED ANTI-PROTECTIONIST RATIONALE OF JAPANESE INITIATIVE ON A NEW TRADE ROUND. VP HAFERKAMP OBSERVED THAT TRADE POLICIES COULD NOT BE LOOKED AT IN ISOLATION FROM MACROECONOMIC AND MONETARY ASPECTS OF WILLIAMSBURG DECLARATION -CONTENT OF NEW ROUND NEEDED CLARIFICATION- EXISTING WORK PROGRAMMES SHOULD BE CONTINUED- LDCS NEEDED TO BE INVOLVED IN PREPARATIONS. UNITED STATES, THOUGH STILL IN FAVOUR OF A NEW ROUND, NOW SEEM TO ACCEPT THAT 1984 WITH ITS RISK OF FURTHER PROTECTIONIST MEASURES IN US WOULD NOT BE RIGHT TIME TO START FORMAL PREPARATIONS. US STILL HOWEVER LOOKING FOR DECISION IN PRINCIPLE IN FAVOUR OF NEW ROUND WITH SOME PRELIMINARY WORK.

3.2 AUTRICHE : VISITE VICE-CHANCELIER STEGER (6.2)

THE AUSTRIAN VICE-CHANCELLOR, MR STEGER, PAID AN OFFICIAL VISIT TO THE COMMISSION ON 6 FEBRUARY. MR STEGER MET PRESIDENT THORN, VICE-PRESIDENT HAFERKAMP, COMMISSIONER NARJES AND COMMISSIONER DALSAGER.

THE FOUR MAIN POINTS DISCUSSED WERE :

- THE EFTA/COMMUNITY MINISTERIAL MEETING WHICH WILL TAKE PLACE ON 9 APRIL.
- COMMUNITY ENLARGEMENT AND ITS CONSEQUENCES FOR AUSTRIA.
- THE AUSTRIAN TRADE DEFICIT FOR AGRICULTURAL PRODUCTS AS WELL AS IN GENERAL.
- THE QUESTION OF TRANSPORT.

3.3 RELATIONS AVEC LES PAYS MEDITERRANEENS

LA PRESIDENCE A INFORME LE COREPER DES DATES ACTUELLEMENT ENVISAGEES POUR LES PROCHAINES REUNIONS DES COMITES ET CONSEILS DE COOPERATION :

- ISRAEL : CONSEIL LE 20 FEVRIER (LE COMITE S'EST REUNI MARDI DERNIER POUR LE PREPARER),
- EGYPTE : COMITE LE 16 MARS ET CONSEIL 9 OU 10 AVRIL,
- TUNISIE : COMITE LE 27 AVRIL.

LA PRESIDENCE ENVISAGE PAR AILLEURS UN DEBAT D'ORIENTATION SUR LES RELATIONS AVEC LES PAYS MEDITERRANEENS DANS LE CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" DES 12/13 MARS. LE CONSEIL ATTEND ENCORE DE CONNAITRE LA DATE A LAQUELLE LA COMMISSION POURRA DEPOSER SON RAPPORT SUR LES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES QU'ELLE A MENEES AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS DU BASSIN ET CERTAINES DELEGATIONS S'INTERROGENT SUR L'ARTICULATION DE CE DOSSIER AVEC LE DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS AVEC LES PAYS CANDIDATS SUR LE CHAPITRE AGRICOLE.

3.4 ACP-CEE : REUNION MINISTERIELLE (9/10 FEVRIER)

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DE LA DEUXIEME REUNION MINISTERIELLE DE NEGOCIATIONS QUI SE POURSUIT EN CE MOMENT MEME A BRUXELLES ET QUI FERA L'OBJET D'UNE CONFERENCE DE PRESSE LUNDI PROCHAIN PAR M. PISANI.

APRES LES DECLARATIONS DES PRESIDENTS DES CONSEILS ACP ET CEA ET CELLE DE M. PISANI, IL A ETE DECIDE QUE QUATRE QUESTIONS SERAIENT TRAITES EN PLENIERE :

- L'INTERDEPENDANCE,
- LE DIALOGUE SUR LES POLITIQUES,
- LES DROITS DE L'HOMME,
- LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE.

LA CONFERENCE A CONSTITUE DEUX GROUPES MINISTERIELS POUR LES PROBLEMES SECTORIELS DE LA NEGOCIATION :

1. LES QUESTIONS RELATIVES A LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE ET A LA COOPERATION AGRICOLE.
2. LES QUESTIONS RELATIVES AUX AUTRES SECTEURS DE LA COOPERATION: COMMERCE, COOPERATION DOUANIERE, INDUSTRIE, MINES, ENERGIE WINSI QUE LES ASPECTS SOCIO-CULTURELS DE LA COOPERATION.

3.5 YOUGOSLAVIE

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT A ACCORDE A LA YOUGOSLAVIE UN PRET DE 66.3 MIO ECU POUR LA MODERNISATION DE LA LIGNE DE CHEMIN DE FER TRANS-YOUGOSLAVE QUI CONSTITUE LA LIAISON FERROVIAIRE LA PLUS DIRECTE VERS LA GRECE, LA TURQUIE ET LE MOYEN-ORIENT.

CE PRET EPUISE L'ENVELOPPE DE 200 MIO DE PRETS SUR RESSOURCES PROPRES DE LA BEI DANS LE CADRE DU PROTOCOLE ENTRE EN VIGUEUR EN JUILLET 80.

3.6 GROENLAND

IN PREPARATION FOR THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL OF 20 FEBRUARY, THE COMMISSION, ON 8 FEBRUARY, AGREED UPON AND PRESENTED TO THE COUNCIL FURTHER PROPOSALS ON THE FUTURE RELATIONSHIP OF GREENLAND WITH THE COMMUNITY.

APART FROM MINOR ADJUSTMENTS TO THE DRAFT LEGAL INSTRUMENTS PREVIOUSLY PRESENTED THE MAIN ELEMENTS OF THE NEW PROPOSALS RELATE TO THE FUTURE FISHING ARRANGEMENTS BETWEEN THE TWO PARTIES. IN THIS RESPECT THE COMMISSION PROPOSES THAT A FRAMEWORK AGREEMENT BE ENTERED INTO FOR A PERIOD OF 10 YEARS WITH AUTOMATIC RENEWAL FOR 6 YEAR PERIODS UNLESS EXPRESSLY DENOUNCED BY EITHER PARTY.

A PROTOCOL WILL BE ATTACHED TO THE FRAMEWORK AGREEMENT SPECIFYING

FOR A 5 YEAR PERIOD THE ACTUAL QUOTAS ALLOCATED TO THE COMMUNITY, THE FINANCIAL COMPENSATION IN RESPECT THEREOF AND THE MINIMAL QUANTITIES GUARANTEED TO GREENLAND IN THE EVENT OF A DECREASE IN TACS.

THE ANNUAL QUOTAS PROPOSED FOR THE COMMUNITY ARE SLIGHTLY ABOVE THOSE AGREED BY THE COUNCIL ON 25 JANUARY 1983. MINIMUM QUANTITIES ARE FIXED FOR GREENLAND AND COMMUNITY QUOTAS WOULD ONLY DECREASE IF GREENLAND CATCHES FELL BELOW THESE LEVELS.

FOR THE INITIAL 5 YEAR PERIOD, AN ANNUAL SUM OF 18.5 MILLION ECU IS PROPOSED AS THE FINANCIAL COMPENSATION FOR COMMUNITY FISHING RIGHTS. IF GREENLAND ALLOCATES SUPPLEMENTARY QUOTAS TO THE COMMUNITY, THIS COMPENSATION WOULD BE ADJUSTED PROPORTIONATELY.

GREENLAND WILL ALSO BE GRANTED FREE ACCESS TO THE COMMUNITY MARKET FOR ITS FISHERY PRODUCTS IF THE FISHING POSSIBILITIES GRANTED ARE SATISFACTORY TO THE COMMUNITY. IN CERTAIN CIRCUMSTANCES (SUCH AS THE SUSPENSION OF THE FISHING AGREEMENT) THE COMMISSION WOULD BE ENTITLED TO TAKE APPROPRIATE RESTRICTIVE MEASURES IN THIS AREA. SUCH MEASURES COULD BE MODIFIED OR ANNULED BY A QUALIFIED MAJORITY VOTE IN THE COUNCIL.

3.7 CONFERENCE SADCC (LUSAKA, 2/3 FEVRIER)

M. PISANI A PARTICIPE, COMME L'ANNEE DERNIERE A MASERU, A LA CONFERENCE SADCC DE LUSAKA QUI S'EST DEROULEE LES 2 ET 3 FEVRIER.

POINTS SAILLANTS A RETENIR DE CONFERENCE :

- L'ATTRACTION POLITIQUE QUE LA CONFERENCE SADCC CONTINUE A EXERCER SUR L'OCCIDENT EN GENERAL ET SUR LA COMMUNAUTE EN PARTICULIER : L'OCCIDENT ETAIT REPRESENTE A LUSAKA EN MAJEURE PARTIE AU NIVEAU MINISTERIEL.
- LA PRESENCE DE "PAYS NON ALIGNES" COMME LE BRESIL, L'EGYPTE, L'INDE ET LA YOUGOSLAVIE.
- LA PARTICIPATION DE L'AUTRICHE ET DE LA SUISSE PARI MI LES "PAYS NEUTRES".
- L'ABSENCE REMARQUEE DES PAYS DE L'EST, A LA SEULE EXCEPTION DE LA ROUMANIE ET DE LA RDA.

QUANT AU DEROULEMENT DES TRAVAUX, ON SOULIGNERA L'ACCENT MIS, AUSSI BIEN PAR LES NEUF PAYS DE LA SADCC QUE PAR LES PAYS ET ORGANISMES DONATEURS, SUR LA PROBLEMATIQUE AGRICOLE EN GENERAL ET LA SECURITE ALIMENTAIRE DE LA REGION EN PARTICULIER : L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. PISANI A CONFIRME L'INTERET QUE LA COMMUNAUTE PORTE A CE DEBAT.

EN CE QUI CONCERNE L'AVENIR, S'IL EST EXACT D'AFFIRMER QUE L'INTERET POLITIQUE DES PAYS ET ORGANISMES DONATEURS A ETE ENCORE UNE FOIS ACQUIS A LA CONFERENCE DE LUSAKA (IL S'AGISSAIT EN EF-

FET DE LA 4EME CONFERENCE MINISTERIELLE DE CE GENRE DEPUIS LA 1ERE CONFERENCE D'ARUSHA EN 1979) EN FAVEUR DE L'INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE AUSTRALE, IL EST AUSSI CLAIR QU'IL EST DESORMAIS TEMPS QUE LES NOMBREUSES COMMISSIONS SECTORIELLES DE LA SADCC (AGRICULTURE, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS, ENERGIE, FORMATION, ETC) TRADUISSENT EN PROJETS ET EN PROGRAMMES D'ACTIONS CONCRETS LA SOMME NON NEGLIGEABLE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS CUMULES DEPUIS LA CONFERENCE D'ARUSHA : CES ENGAGEMENTS DEPASSANT LARGEMENT LE MILLIARD DE DOLLARS.

LA PROCHAINE CONFERENCE SE DEROULERA A MBABANE AU SWAZILAND.

Note from fax opr: Retransmission Requested

Western Union International, Inc. International Telex Western Union International, Inc. International Telex

3.8 SIDERURGIE VOLET EXTERNE

LE COREPER A APPROUVE LES ARRANGEMENTS NEGOCIES AVEC LA COREE DU SUD ET L'AFRIQUE DU SUD.

DES PROBLEMES SUBSISTENT POUR L'ARRANGEMENT AVEC LA SUEDE.

3.9 AIDES D'URGENCE

MOZAMBIQUE

SUITE AU CYCLONE DOMOINA QUI VIENT DE FRAPPER LE MOZAMBIQUE, LA COMMUNAUTE A ACCORDE UNE AIDE D'URGENCE DE 500.000 ECU.

(AU COURS DES DEUX DERNIERS MOIS, LA COMMUNAUTE AVAIT DEJA OCTROYE UNE AIDE HUMANITAIRE DE 1.8 MIO ECU AINSI QUE LA FOURNITURE DE HARICOTS ET DE 20.000 T. DE CEREALES.

TUNISIE

LA COMMISSION VIENT D'OCTROYER UNE AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE DE 4.000 T. DE CEREALES D'UNE VALEUR DE 740.000 ECU POUR AIDER LA TUNISIE A FAIRE FACE A UNE RECOLTE DE CEREALES EN DIMINUTION D'UN TIERS PAR RAPPORT A 82.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL
COMEUR+

NNNN

64215 EURCOM UW
64215 EURCOM UW
21877 COMEU B